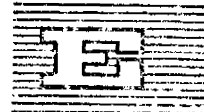


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.14/40
26 janvier 1960
FRANCAIS

Déclaration de M. Dag Hammarskjöld
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
à l'ouverture de la deuxième session
de la Commission économique pour l'Afrique
Tanger, 26 janvier 1960

Monsieur le Président,

Je tiens à exprimer à Sa Majesté Mohamed V, ainsi qu'à Votre Altesse Royale, au Gouvernement et au peuple marocain, mes sentiments de profonde gratitude pour la bienveillante hospitalité qu'ils ont réservée à la Commission économique pour l'Afrique, invitée à tenir ici sa deuxième session. Je les exprime avec d'autant plus de plaisir que je viens de profiter personnellement de l'accueil si chaleureux que j'ai reçu des autorités marocaines ici, dans la belle capitale de Rabat ainsi que dans la région fabuleuse de Marrakech.

Je ne pouvais mieux conclure mon itinéraire à travers le continent africain qu'en venant à Tanger assister à cette cérémonie d'ouverture. Au cours des cinq dernières semaines, j'ai visité un grand nombre de pays et de territoires. Mon long parcours ne m'a certes pas permis de prendre la pleine mesure de cet immense continent: les escales sont trop brèves pour que l'on puisse vraiment se familiariser avec les pays et leurs peuples, et l'on doit nécessairement renoncer à prendre contact avec de vastes sections du continent.

Malgré ces regrets, je garde des quelques semaines que j'ai pu consacrer à ce voyage un souvenir ineffaçable. J'emporte avec moi une image de jeunesse et de vigueur et le sentiment d'une remarquable aptitude des dirigeants africains à voir les réalités en face, nonobstant l'impatience et les intenses courants idéologiques qui ne peuvent manquer d'accompagner l'évolution rapide à laquelle nous assistons. Ce qui me frappe aussi, c'est que l'Afrique assume peu à peu la place qui lui revient dans la communauté internationale, "non pas comme un élément antagoniste, mais au contraire avec une entière volonté de coopération", pour reprendre les termes de M. Sékou Touré lors de la dernière Assemblée générale.

L'association et la solidarité sont des principes cardinaux de l'Organisation des Nations Unies. C'est pour traduire ces principes en mesures pratiques de coopération économique que nous sommes réunis aujourd'hui dans cette salle.

Fait heureux, l'éveil de l'Afrique se produit à un moment où s'affirme, non d'ailleurs sans quelques hésitations, le sens d'une interdépendance profonde entre toutes les nations. L'on comprend mieux aujourd'hui que l'indépendance politique, quel que soit le stade de développement d'un pays, ne se conçoit et ne s'épanouit qu'au sein d'une communauté où intérêts nationaux et internationaux se concilient. Plus que tout autre phénomène, l'apparition de l'Afrique sur la scène mondiale nous oblige à repenser la nature des relations qui lient entre elles des nations parvenues à des stades de développement différents. Elle nous force à définir les conditions d'une synthèse nouvelle faisant droit aux aspirations africaines pour la mise en valeur et le progrès rapide de leur continent.

Permettez-moi de répéter ici ce que j'ai dit dans des circonstances très différentes et dans un cadre tout autre, lorsqu'il y a quelques mois, je prenais la parole devant les étudiants de l'Université de Lund, en Suède:

"..... il devient évident qu'aucune nation, aucun groupe de nations ne peut fonder son avenir sur un désir de suprématie. Chaque groupe a intérêt à ce que les autres groupes bénéficient des possibilités qu'il a lui-même connues. Contribuer à ce résultat, c'est faire un acte de solidarité qui non seulement sert la communauté tout entière mais qui, à la longue tourne à l'avantage de ceux qui ont décidé d'agir ainsi. En d'autres termes, la notion de puissance fait place à une direction éclairée qui, dépouillée de toute contrainte, procure aux autres peuples une chance de réussir à leur tour, et les seconde sur la voie du progrès spirituel et matériel".

L'accès à l'indépendance soulève des problèmes, et définit des responsabilités qui, dans les conditions d'évolution rapide du monde moderne et plus particulièrement de votre continent, ne peuvent être sous-estimées. Le rythme du progrès technologique exige des nations nouvelles qu'elles acquièrent en temps utile la maîtrise des techniques indispensables, et la faculté de s'adapter à des circonstances constamment changeantes. Dans l'Afrique d'aujourd'hui, les qualifications techniques sont rares et les adaptations nécessaires sont d'une portée singulière. Forger un Etat moderne avec les instruments imparfaits dont nous disposons ne peut en aucune circonstance être une oeuvre facile, et pourtant il est de la plus haute importance, non seulement pour les peuples d'Afrique mais pour le monde dans son ensemble, que ces efforts et ces tentatives réussissent.

Bien que le succès dépende en premier lieu des peuples et des gouvernements de ce continent, la communauté internationale a l'important devoir de les seconder. Nous trouvons un motif d'optimisme dans le fait que les pays qui aujourd'hui accèdent à l'indépendance dans des circonstances aussi difficiles ne sont pas isolés. Ils peuvent immédiatement se prévaloir des avantages et des facilités d'une communauté internationale qui a su élaborer certains principes et certaines règles de conduite, et mettre au point un ensemble diversifié d'institutions, un cadre au sein duquel se développeront de nouvelles amitiés et où les amitiés traditionnelles, désormais fondées sur l'égalité et dépouillées de leur caractère exclusif, se trouveront consolidées et enrichies. En fait, dans une grande partie de l'Afrique, le processus d'émancipation rapide se poursuit dans une large mesure selon des modalités qui sont conformes aux principes de la Charte, et font usage des possibilités offertes par l'Organisation. Je ne diminue en rien les mérites des gouvernements et des peuples si je souligne, non sans quelque fierté, que l'Organisation à laquelle nous appartenons ne s'est pas contentée d'assister en spectatrice au mouvement qui transforme la face de ce continent, qu'elle a pu y prendre ~~une~~ part agissante, jetant son poids dans la balance et exerçant l'influence dont elle pouvait disposer pour assurer que la transition soit conçue en termes politiques, mais en fonction des éléments économiques et sociaux, qu'elle s'effectue autant qu'il se peut, dans l'ordre, la paix et le

respect des valeurs humaines. Il me semble que s'agissant de l'Afrique, l'Organisation a fait preuve d'imagination et de souplesse. Les dispositions de la Charte relatives au régime de tutelle et des territoires non autonomes se sont révélées assez flexibles pour permettre une évolution plus rapide - et cependant pacifique - que celle qui avait été généralement envisagée à l'origine. La création même de cette Commission dédiée au progrès économique illustre le parcours déjà accompli, en ceci qu'elle substitue les notions de coopération et de solidarité aux concepts plus étroits de protection et de contrôle. Les divers programmes du système des Nations Unies ont commencé de s'implanter en Afrique et les bases de leur expansion future s'y consolident progressivement. L'importance croissante donnée aux facteurs économiques et sociaux se reflète de plus en plus dans les délibérations et les décisions du Conseil de Tutelle et du Quatrième Comité de l'Assemblée.

Les problèmes des Etats africains sont, pour une grande part, ceux qui se posent à tous les pays sous-développés du monde, qu'il s'agisse d'Etats ayant joui de leur indépendance depuis un certain temps ou de ceux qui n'ont pas encore acquis leur totale souveraineté. Ce sont les problèmes de la maladie, de l'analphabétisme, ceux inhérents à toute économie basée sur la production et l'exportation d'un petit nombre de produits primaires, et affectée d'un secteur de subsistance pratiquement isolé des marchés nationaux et internationaux. Mais dans certains de leurs aspects, les problèmes qui confrontent les pays durant les premières années de leur indépendance sont très particuliers. Si paisible et ordonnée qu'ait été la transition, l'indépendance représente en quelque sorte une mutation brusque, elle place les pays dans un ensemble de circonstances à certains égards entièrement nouvelles.

Les gouvernements ont à prendre, souvent dans un laps de temps relativement court des décisions fondamentales qui peuvent, pour de nombreuses années, déterminer la structure de leur vie nationale aussi bien que le réseau de leurs relations avec le reste du monde. Il leur faut adopter un système monétaire et prendre à cet égard des décisions lourdes de conséquences nationales et internationales. Il leur faut parfois réévaluer l'orientation de leurs relations commerciales et conclure de nouveaux accords ou de nouveaux arrangements. Il leur faut, en toute hypothèse, exercer certaines options concernant les formes de l'organisation sociale, le rôle et l'ampleur du secteur public, le régime de la propriété.

Ce sont là des décisions redoutables sur lesquelles il n'est pas toujours aisé de revenir une fois qu'elles ont été prises. Qui plus est, elles doivent souvent être arrêtées alors que le pays n'a pas une pleine conscience de son identité économique et financière, alors qu'il ignore le bilan des éléments de son actif et de son passif, souvent inextricablement mêlés à ceux d'un autre pays ou d'une zone économique plus vaste, alors qu'il n'a qu'une notion très imparfaite de ses ressources et de ses besoins. Ces décisions fondamentales, les gouvernements doivent les concevoir et les élaborer, par eux-mêmes. Ils ne peuvent, en cette matière, s'en remettre à des avis techniques ou des conseils venant de l'extérieur. Cependant, il vaut la peine de se demander si des mesures spéciales dans le cadre des institutions internationales ne pourraient être envisagées en prévision de l'indépendance et de la période difficile qui la suivra. Il ne devrait pas être impossible de s'assurer que les gouvernements nouvellement indépendants disposent au moment opportun, des instruments d'analyse et d'évaluation qui leur permettent de prendre les décisions les plus rationnelles. Dans certains cas, il n'est pas impossible que la communauté internationale contribue, par son assistance, à créer un climat de confiance et de sérénité où des décisions ayant des conséquences lointaines et considérables pourraient ne pas être prises sous la pression de difficultés immédiates.

Mes expériences au cours du périple dans une partie de ce grand continent m'ont mené à quelques conclusions préliminaires sur ces points dont j'espère pouvoir poursuivre une étude approfondie.

Il est un aspect de l'indépendance africaine que j'ai mentionné l'an dernier et sur lequel je me sens tenu d'appeler à nouveau l'attention de cette Commission. Le processus d'émancipation ne conduit pas nécessairement à la création d'Etats dont la configuration géographique corresponde aux meilleures possibilités du développement économique. Ce phénomène n'est pas sans précédent dans l'histoire. Il ne peut manquer, ne semble-t-il, d'affecter de manière décisive la conception que cette Commission se fait de son rôle et l'orientation qu'elle désirera donner à ses travaux. Il est facile d'organiser la mise en commun des expériences acquises, l'étude comparée des problèmes et des solutions, de mettre en oeuvre un programme de coopération technique. Ce sont là des tâches auxquelles la Commission consacrera sans doute une part importante de ses efforts et de son énergie. Ce sont des activités désormais classiques et qui ne créent pas pour les gouvernements de problème particulier. Je reste cependant convaincu que la Commission économique pour l'Afrique ne réalisera pas pleinement les espoirs qui ont été placés en elle si elle s'en tient à ces tâches et si elle ne s'engage pas hardiment dans la voie de la coopération économique proprement dite en s'efforçant de promouvoir et d'organiser l'harmonisation des politiques, l'expansion du commerce régional, l'action concertée dans le domaine des transports et des investissements massifs. Il se peut que les possibilités d'une telle action ne soient pas nombreuses ou évidentes dans un avenir immédiat, mais il me semble que la Commission devrait, dès maintenant, explorer systématiquement toutes les chances qui peuvent se présenter, et tout au moins, procéder activement au travail préparatoire que de telles activités exigeront. La coopération économique peut impliquer des sacrifices temporaires pour les uns, des efforts supplémentaires pour les autres, souvent aussi l'obligation de contracter des habitudes nouvelles.

Mais le progrès total sera infiniment plus difficile et plus lent si chaque pays le poursuit dans l'isolement, selon ses propres méthodes et avec les moyens de financement intérieur et extérieur dont il peut individuellement disposer. Nous ne pouvons affecter d'ignorer le fait, probablement inévitable dans les circonstances historiques présentes, que très souvent, les frontières politiques diviseront les régions économiques naturelles, et qu'elles feront obstacle à la mise en oeuvre de projets indispensables si les régions limitrophes se refusent à une action concertée. A l'issue du voyage que je viens d'accomplir, je ne puis me défendre de souligner l'importance considérable qui s'attache en Afrique au développement des transports et des voies de communication et des fleuves internationaux. A cet égard, le récent accord entre la République arabe unie et le Soudan pour la mise en valeur du Nil me semble devoir être salué comme un exemple à suivre.

L'expérience contemporaine dans d'autres parties du monde démontre clairement que la coopération économique, voire même une association intime, est parfaitement réalisable en dehors de tout lien fédéral et de tout régime d'intégration politique et qu'elle n'est pas nécessairement conditionnée par la mise en oeuvre de formules constitutionnelles de cette nature. Ce serait une erreur à mon sens de ne pas agir dès maintenant, d'attendre que toutes les conditions soient réunies, pour nouer les liens étroits et le réseau serré de relations économiques continentales qui seront l'un des facteurs essentiels du développement futur de l'Afrique, un facteur dont l'importance, me semble-t-il, ne le cède en rien au rôle qui est généralement attendu de l'assistance extérieure.

Le rôle que la Commission économique peut jouer dans cette évolution dépend de la volonté des gouvernements membres, de leur disposition à faire appel aux facilités qu'elle offre, des mesures qu'ils décideront de prendre pour mettre en oeuvre les arrangements nécessaires. Dans un continent aussi vaste et aussi divers, les possibilités d'action varieront d'un endroit à un autre.

La nature de la coopération, son degré d'intensité, sa portée ne seront pas nécessairement partout les mêmes. La Commission est un instrument assez souple pour pouvoir s'adapter à toute une gamme de conditions différentes. Les récents développements affectant d'autres commissions régionales m'encouragent à souligner ce point. Je voudrais seulement citer à cet égard le projet de mise en valeur de la vallée inférieure du Mékong, le programme routier international dans l'Asie du Sud-Est et, exemple plus frappant encore, les efforts de libération des échanges et d'intégration économique en Amérique latine.

Lorsqu'il y a plus d'un an je prenais la parole à Addis-Abéba, la Commission économique pour l'Afrique était encore un symbole nouveau des aspirations de ce continent. Depuis lors, la Commission est devenue un organe agissant. Elle a convoqué des réunions importantes; son Secrétariat, qui certes ne compte pas encore tout l'effectif souhaitable, s'est progressivement constitué; le Secrétaire exécutif, suivant les directives élaborées à la dernière session, vous présente un programme de travail réaliste et bien conçu comportant des tâches hautement prioritaires. C'est au cours de cette première phase de son existence que l'image de la Commission va se former, que des précédents vont être établis, des orientations définies pour les années à venir. Les débats que vous allez aborder, les décisions que vous allez prendre auront donc, j'en suis convaincu, pour champ de vision l'avenir de la Commission et l'avenir du continent africain tout entier et c'est dans cet esprit que je forme les vœux les plus sincères pour le succès de vos travaux.